



attac

Le Courriel d'information

n°257 – Vendredi 17 Août 2001.

NOUS SOMMES LE MONDE

Dans ce numéro

1- Vive la mondialisation

Reprenons le travail après une absence qui malheureusement a interrompu le Courriel quelques semaines pour des raisons diverses, techniques surtout. Durant les vacances on fait des rencontres. Il s'agit ici d'une rencontre avec le secrétaire général de l'OCDE.

2- Gênes russe

Une délégation nombreuse et très diverse de russes et d'ukrainiens ont participé pour la première fois à une mobilisation internationale. Remarquée lors des manifestations par des foules solidaires et sympathiques, cette délégation a participé à toutes les actions. Quelques témoignages après leur retour forment un compte rendu de ce voyage pour un autre monde.

3- Les leçons de la crise argentine

L'Argentine vit une crise sans précédent qui tient plutôt du crash aérien que de l'atterrissage. L'économie agonise, le pays est exsangue, les personnes vivent constamment sous le couperet de la dette et toutes les activités sont soumises au paiement improbable des intérêts. Cette situation n'est pourtant pas une surprise mais le développement des décisions prises et des politiques sous orthodoxie FMI.

4- Mondialisation des résistances

Une réunion internationale des mouvements sociaux vient d'avoir lieu au Mexique, qui a réuni 250 personnes de 38 pays différents. Il s'agit d'échanger les analyses autour des événements depuis le début de l'année et de la situation actuelle. Il s'agit aussi de préparer le deuxième Forum social mondial qui se déroulera à Porto Alegre en 2002.

Vive la mondialisation

Par Laurent Jésover

Un retour après une absence même courte, est toujours un acte significatif. L'université d'été d'ATTAC en France marquera une étape importante, qui se tiendra à Arles à partir du 24 août. Mais un retour peut être aussi une histoire personnelle. Celle qui va suivre ne correspond sans doute pas à tous les retours, elle est liée au secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston.

Après avoir fui l'oppression policière de Gênes, la nuit du 21 juillet, l'attaque du centre Médias et du secrétariat du GSF, les violences en tous genres, la mort d'un jeune homme, l'horreur des centres de rétention, des arrestations brutales, des coups et des cris, après avoir fui sans oublier la longue banderole noire que portaient en silence les militantes et les

militants d'ATTAC Italie durant la grande manifestation du 21 juillet, la longue banderole noire sans un mot, simplement noire, noire en signe de deuil, après avoir fui on se retrouve tout soudain dans un autre monde. Ou plutôt le même, mais ailleurs et donc différent. Du reste on s'est battu pour cette différence ; on se battra. Cette bataille pacifique si la police pour protéger l'ordre établi ne recevait par des ordres pour favoriser le chaos, sera menée et pas plus tard que tout de suite. Là je rencontre M Johnston. Plus tard en fait nous allons y venir.

Sous un arbre, sur une île, c'est mon ailleurs bien loin des fureurs de la police. Sous un arbre donc pour y tendre un bout de tissu contre le soleil. Sur une île donc pour le calme et la mer, surtout la mer, une île minuscule pas vraiment perdue mais on pourrait le croire. Sous un arbre donc on y rencontre les chèvres. Elles sont friandes



attac

d'ombre dans la chaleur sèche des grands jours d'été. Avec les chèvres on s'imagine pouvoir partager l'arbre et l'ombre mais c'est sans compter sur les chèvres. Alors on fait un compromis en ignorant le vol du déjeuner. On imagine pouvoir se fabriquer un territoire. La chèvre est tenace, têtue, un peu bête il faut bien le dire. Bien obligé de se pousser, on attend le berger qui vient les rappeler en soirée. Petit à petit elles regagnent la montagne. Alors on vole la place d'ombre et on s'installe pour la nuit.

Après quelques temps de ce régime, une douche, un lit, des murs et un toit, une taverne villageoise (au menu de la chèvre rôtie, et toc) sont toute une civilisation de luxe et d'abondance. Les tables se remplissent petit à petit. Le vin arrive qui favorise la glossolalie de la terrasse sous les treilles. On découvre alors une femme du comité grec pour Gênes 2001, quelques italiens qui y étaient ou pas, mais qui entraînent tout le petit monde hasta la victoria au son d'une guitare et de percussions improvisées.

Il faut rentrer. Enfin le temps passe, vous connaissez le principe. Donc on rentre, mais doucement. La première étape du retour est un journal acheté dans un port un peu important. Libération du Mardi 7 août : « Humaniser la mondialisation », interview de Donald Johnston, secrétaire général de l'OCDE.

Humaniser la mondialisation : l'AMI est toujours d'actualité, vive le nouveau cycle de négociations à l'OMC, l'aide au développement est un leurre car les pays donateurs n'y ont toujours cherché que leur avantage, les multinationales font profil bas mais sont déjà bien implantées dans le monde, le commerce sauvera la terre, la santé en France fonctionne mieux qu'aux Etats Unis de façon inexplicable, l'éducation est la richesse de l'avenir, il y a de bons et de mauvais opposants.

Cela sonne une cloche comme les anglophones disent. Le pape avant Gênes avait lui aussi parler de construire une mondialisation avec un visage humain. Allez

donc charité et ravalement de façade sont au menu. Mais une chose m'échappe la mondialisation est humaine d'abord dans sa construction actuelle puisque des êtres humains l'ont façonnée pour leur profit exclusif, ensuite dans sa réalité car la mondialisation est humaine ou elle n'est pas. Elle est diverse, multiple, différente. Là on touche à un peu de complexité. C'est mauvais pour les grands hommes la subtilité.

Humaniser la mondialisation : pas un mot sur la dette, sur les plans d'ajustement structurel, sur l'effondrement de l'Argentine, sur les alternatives, pas un mot. L'OCDE utilise près de 1000 experts dont un grand nombre sont des précaires. C'est une mode qui se répand de plus en plus. C'est à dire que les experts doivent aussi travailler à trouver les financements pour leur propre programme et aller ainsi cahin-caha au gré de l'argent des pays et des institutions donateurs. Parfois à l'occasion d'un événement particulier on cherche l'entreprise, les banques, les investisseurs, tout un petit monde près à sponsoriser. Donc pas un mot ou plutôt un seul : commerce. Sans doute est-ce devenu l'anagramme d'abracadabra.

Les pays pauvres sortiront de la pauvreté parce que les riches et eux commerceront. Ceci se déroulera sous la haute autorité de l'OMC et d'une règle unique. Tout le monde y trouvera son avantage et son intérêt.

Cela fait quelques milliers d'années qu'il y a des chèvres sous les arbres et sans doute des bergers qui les rappellent. Quelques dizaines qu'il y a des touristes assez idiots pour vouloir s'abriter là où les chèvres ont leurs habitudes d'ombre sans sortir une arme. Quoiqu'il en soit M Johnston n'est ni une chèvre, ni un berger, ni même un touriste, mais un homme de pouvoir dont la seule réflexion est de croire que tout échange est commercial et tout commerce gage de développement. Où est la mondialisation ?

Celle-ci n'a qu'un visage unique qu'on déclare aujourd'hui vouloir masquer. La



attac

mondialisation est humaine, elle est contre l'ordre établi.

Congrès européen citoyen à Liège en septembre, Fête des résistances à Luxembourg en octobre, semaine de la « Global Justice » à Washington devant le FMI et la Banque mondiale qui réduisent leur réunion à deux jours (entre nous pour ce qu'ils ont à se dire de nouveau, ils feraient mieux de l'annuler comme ils l'avaient fait à Barcelone en juin), des centaines de mobilisations dans le monde les 9 ou 10 novembre contre le cycle de négociations de l'OMC qui se réunit au Qatar dont le gouvernement vient d'autoriser les manifestations pacifiques (merci), sont des rendez-vous auxquels nous invitons tous les M Johnston du monde, histoire qu'ils se mondialisent un peu.

Laurent Jésover.
Rédacteur journal@attac.org

Gêne russe.

Témoignages

Gênes, Moscou: Impressions de retour

Premier soulagement: tous les participants de la délégation russe et ukrainienne sont bien arrivés, sains et saufs, à bon port. Une chose est certaine: pour une première participation, le choc des événements a été tel que les militants sont rentrés quelque peu chamboulés et avec la ferme intention de travailler au développement du mouvement anti-mondialisation en Russie.

Carine Clément (Moscou, membre du groupe international d'ATTAC France groupe-est@attac.org)

Je m'attendais à ce qu'il ne soit pas facile de gérer un groupe aussi divers en âges, orientations politiques et cultures militantes, mais la réalité a largement dépassé mes attentes. Ce furent débats, engueulades (parfois musclées), réunions incessantes. Avec Ilia Boudritskis, l'autre organisateur, nous nous sommes en gros

efforcés de calmer le jeu et de concentrer les militants sur l'enjeu commun de la lutte anti-mondialisation. Au final, nous arrivions presque toujours à un accord, mais jamais sans préambules houleux. En effet, si tous les participants militent dans une association ou un syndicat, la majorité est également dans un parti politique. Imaginez-vous un rassemblement de militants trotskistes, anarchistes, communistes (de différents groupes, à des degrés divers d'ouverture et d'orthodoxie), un dirigeant syndical soucieux de modération, de respectabilité et de respect du pouvoir poutinien, des militants formés à la vieille école léniniste de la discipline, des jeunes baba-cools, des associatifs apolitiques, quelques traditionalistes machistes et des jeunes féministes, mettez-les tous dans un bus pendant trois jours, dans un même local à dormir les uns à côté des autres, avec des résolutions à prendre, une lettre ouverte à Poutine à rédiger, une envie – malgré tout – de crier d'une même voix... Et vous avez une idée de l'ambiance dans laquelle nous avons vécu pendant plus de 10 jours.

A cela, il faut ajouter les difficultés matérielles, les faibles réserves apportées par nos militants ayant rapidement fondu, et le choc d'une plongée dans un univers internationaliste inconnu.

Au total, l'expérience a été néanmoins très positive. En particulier grâce à l'accueil d'ATTAC France et Italie (qui nous ont hébergés dans leur local et nous ont donnés un coup de main pour la nourriture). Plusieurs parmi nous parlant anglais, nous avons pu nous intégrer à plusieurs initiatives et participer aux débats.

L'originalité et la qualité de l'organisation du Contre-Sommet a frappé les esprits (genre « ça a l'air bordélique, mais ça ne l'est pas autant que cela... »), l'approche militante également (radicalisme mais ouverture, discipline mais liberté, égalité homme-femme dans l'accomplissement des tâches...). Surtout, les techniques de luttes ont été scrupuleusement enregistrées et analysées.



attac

Dans un premier temps, outre montrer leur solidarité avec le mouvement anti-mondialisation et d'exprimer leur opposition à Poutine, nos militants avaient surtout comme objectif d'observer et d'apprendre. Grâce à de nombreuses rencontres, aux nombreuses informations récoltées, à la participation à toutes les actions, cet objectif a été incontestablement atteint. L'autre point positif du voyage est la couverture médiatique de la participation russe à Gênes, ainsi que l'éclairage de la mobilisation par les médias russes pour la première fois plutôt objectifs. Ce voyage marque donc un premier pas important dans le développement d'un mouvement anti-mondialisation en Russie et en Ukraine.

Elena Starostina (Omsk, Confédération Sibérienne du Travail, tendance anarchiste)

Ce fut un long et difficile voyage, tant pour ce qui concerne les conditions matérielles (bien que les repos à la belle étoile et les chansons tard dans la nuit ont aussi leur charme) que l'ambiance, souvent tendue au sein de la délégation. Trop de tendances politiques, de générations, de cultures différentes rassemblées dans un même groupe.

Je n'ai guère apprécié ni le comportement du dirigeant syndicaliste respectable et soucieux de son confort de S. Khramov (président de Sotsprof), ni l'approche partocratique, autoritaire et bureaucratique de E.Kozlov (Comite pour la défense des droits sociaux et dirigeant d'un petit parti communiste de Leningrad). Malgré tout, une certaine unité est apparue dans le groupe au terme de cette expérience. Nous avons échangé nos adresses dans le bus du retour et nous essaierons de maintenir les contacts.

Quant à la mobilisation en elle-même, j'ai été frappée par le nombre et la variété des manifestants, par l'approche organisationnelle informelle, par la qualité de la préparation aux luttes de rue. Lors de la journée du 20, j'ai pour la première fois

goûté au gaz dont nous a aspergé la police alors que nous tentions de faire céder la porte donnant accès à la zone rouge. La prochaine fois, je m'équiperai mieux.

Pour la plupart, les membres de la délégation ont fait partie des actions coordonnées par ATTAC. J'ai tout de même essayé d'aller à la recherche des points plus « chauds » où avaient lieu les combats avec les policiers. C'était impressionnant en terme de détermination et de tactique. Je considère qu'il est indispensable d'en venir à des actions plus radicales si l'on veut vraiment avoir une influence sur les dirigeants des grandes puissances. Contrairement à d'autres participants de la coordination, je ne condamne pas les violences de la part des manifestants, en tout cas si elles sont dirigées contre la police et la tenue du sommet des 8.

Serguei Sytchev (Moscou, syndicat Zachtchita)

J'ai été fasciné par ce que j'ai vu. Ça me remonte le moral de voir qu'il y a des gens qui se battent comme ça, que la lutte des classes n'est pas finie. J'ai beaucoup appris en ce qui concerne la technique du combat de rue. J'ai vu comment les manifestants se confectionnaient des protections artisanales pour amortir les coups des policiers, comment ils jouaient au chat et à la souris avec la police et les carabiniers, comment ils mettaient en place des barrages avec les poubelles. Tout ça va nous servir. Je ne suis pas un novice en matière de conflits avec les flics, mais c'est la première fois que je vois ça à une telle échelle.

Pour moi qui n'ai jamais été à l'étranger, je suis surpris du grand nombre de pays représentés ici, de la présence de gens de tous âges (et pas seulement des jeunes, comme le dit la télé russe), de toutes orientations politiques, animés par un même objectif. C'est une grande motivation pour nous. Il faut absolument que nous construisions quelque chose de semblable à ATTAC. Certes, l'association existe en Russie, mais elle n'est guère connue et elle n'a pas l'air très active. Je vais faire du



attac

bruit autour de moi, tenter d'intéresser des gens dans mon usine. Il faut qu'on se prépare à la tenue d'un Sommet en Russie, pour organiser une mobilisation qui tienne la route.

Alexandre Nikolaev (président du comité des soviets ouvriers et membre du Parti communiste des ouvriers de Russie)

Je n'ai pas participé directement aux combats de rue. J'ai 50 ans et j'ai déjà donné (je défendais la Maison Blanche en 1993 lors du putsch d'Eltsine). Mais, retardé par notre conférence de presse, j'ai remonté toute la manifestation du 21 pour rejoindre notre délégation. Et j'ai été impressionné par son organisation: des services d'ordre mis en place par toutes les organisations, les manifestants pacifistes, et – à la tête, au milieu et en queue de manifestation – des manifestants plus combatifs prêts à repousser les provocations de la police. Les combats avaient toujours lieu à distance de la manifestation, pour ne pas gêner sa bonne marche. Les provocations venaient de la part de la police.

Je n'ai repéré aucun groupe fascisant. Au contraire, j'ai été ému d'entendre chanter l'Internationale dans toutes les langues du monde. J'ai beaucoup appris et je pense que l'expérience va nous servir, en Russie. Par exemple, j'ai beaucoup apprécié le concert du groupe révolutionnaire. Plusieurs dizaines de milliers de spectateurs dansaient, chantaient. Mais il n'y a eu aucun incident. Bien sûr, en tant que responsable de parti, je sais que nous ne pourrions aller réellement à la victoire qu'en tant que parti. La forme mouvement social n'est pas suffisante.

De plus, pour obtenir vraiment la dissolution du G8 ou du FMI, des actions plus radicales sont indispensables. Je ne condamne pas les violences qui ont eu lieu, même s'il y a eu des dérives. Sans elles, il n'y aurait pas eu une telle couverture médiatique. Les manifestations pacifiques et les actions plus musclées forment un tout. Tous ensemble, nous avons montré

notre force, notre nombre. Un jour, nous arriverons à faire reculer les dirigeants des grandes puissances.

La Russie a son rôle à jouer dans cette lutte puisque nous souffrons tout particulièrement des conséquences de la mondialisation, qui ne nous apporte que pauvreté, liquidation des droits sociaux et professionnels, désindustrialisation. A terme, je pense que le mouvement anti-mondialisation pourra prendre racine chez nous et se développer avec force.

Les leçons de la crise Argentine

Par Michel Husson

(Je remercie Claudio Katz et Eduardo Lucita pour l'information qu'ils m'ont adressée.)

Default, le mot est en train de passer dans le vocabulaire argentin : cela veut dire " défaut de paiement ". Telle est en effet l'épée de Damoclès qui menace aujourd'hui l'économie argentine : les capitaux quittent le pays, les réserves fondent et le risque de faillite voit sa probabilité augmenter tous les jours. L'Argentine vit la mondialisation financière au quotidien. Son destin est en quelque sorte indexé sur les indices de " risque-pays " très élevés que lui attribuent les agences de notation, dissuadant ainsi les investisseurs. Au bout de cette logique démente, où l'on s'endette pour payer les intérêts, il y a effectivement la cessation de paiement et une crise financière de grande ampleur, qui s'accompagnerait inévitablement de la dévaluation brutale du peso.

La dette, toujours.

Tout part de la dette. Il n'est pas inutile de rappeler le rôle de la dictature militaire de Videla dans son envol (1). Au moment du coup d'Etat militaire, en 1976, la dette était à peu près nulle (8 milliards de dollars). Sept ans plus tard, elle en est à 44 milliards de dollars. Ce bond en avant est, comme dans le cas du Mexique, le résultat de trois facteurs : un recours sans contrôle à l'endettement, la corruption, et



attac

l'augmentation brutale et unilatérale des taux d'intérêt, mise en œuvre par les Etats-Unis au début des années 80. A la chute de la dictature, c'est le radical Alfonsín qui assume la présidence et décide de refermer la parenthèse. De manière significative, son choix politique est d'effacer les crimes de la dictature et de payer la dette sans discussion. C'est sans doute l'inverse (effacer la dette et faire payer les crimes) qui aurait été nécessaire. Quoi qu'il en soit, la dette s'installe et continue à gonfler régulièrement. Le marasme économique, général en Amérique latine où l'on parle de la décennie perdue à propos des années 80, prend, dans plusieurs pays, la forme d'une monstrueuse hyper-inflation. En Argentine, la hausse annuelle des prix à la consommation atteint un taux record de 4900 % en 1989 ! Cette année-là, les prix augmentent donc de 1,1 % par jour, soit de 38 % par mois. Au bout d'un an à ce rythme, ils sont multipliés par 50. La monnaie est donc plus que dévaluée, et Alfonsín aussi, qui doit céder la place à Menem.

Le démagogue va mener une politique non dénuée de succès à court terme, mais catastrophique à long terme. La question de l'inflation pèse évidemment sur la vie quotidienne des Argentins, sans parler de la vie des affaires. La grande idée de Menem, pour sortir de cette dérive, est d'ancrer résolument le peso sur le dollar, ce qui est fait à partir de 1991. " Un pour un ", c'est le même slogan que pour l'unification allemande et, dans les deux cas, il s'agit d'affirmer la prééminence d'un principe politique sur les réalités de l'économie. Ce tournant s'inscrit dans une logique que l'on retrouve aussi au Brésil et au Mexique.

Dans ses premiers plans d'ajustement structurel, le FMI recommandait plutôt une " dévaluation compétitive ", conçue pour stimuler les exportations, et donc les rentrées de devises indispensables pour payer les intérêts de la dette. Devant les ravages de l'inflation, la philosophie du FMI est réajustée, et les grands pays latino-américains passent à une politique de change fort, accrochant leur monnaie au

dollar. Le mérite d'une telle politique est double : elle freine l'inflation importée et allège le poids réel de la dette, qui est évidemment libellée en dollars. Mais ces avantages s'accompagnent d'un grave inconvénient, qui est la perte de compétitivité des exportations. Cette configuration aggrave les traits de dépendance de pays comme l'Argentine et conduit à un creusement important du déficit commercial, dès que la croissance économique reprend.

Comment alors boucler la balance des paiements ? Pour couvrir le déficit commercial et la charge de la dette, il n'y a que deux manières, soit ponctionner les réserves, soit attirer les capitaux. La première solution étant limitée dans le temps, et peu cohérente avec le choix d'une monnaie forte, reste donc l'appel aux capitaux étrangers. C'est cette voie qui va être choisie : sur les deux années 1992 et 1993, 21 milliards de dollars vont affluer, alors qu'il n'en était entré que 9 au cours des six années précédentes.

D'où provient cette " attractivité " renouvelée ? C'est bien simple : la politique de Menem consiste à tout privatiser ou plutôt à tout solder. Car c'est bien une véritable braderie dont il s'agit. L'Argentine est sans doute le pays au monde qui a le plus privatisé. France Télécom et la société espagnole Telefónica se sont partagées le téléphone, Vivendi distribue l'eau et occupe un siège prestigieux à Buenos Aires. On peut parler d'une véritable furie privatisatrice, et chaque ligne d'autobus de la capitale est devenue une petite entreprise à peu près complètement déréglementée. Les tarifs ont augmenté dans des proportions allant de 40 à 100 %. Les mésaventures récentes de la compagnie Aerolíneas Argentinas sont particulièrement étonnantes : elle a été privatisée et rachetée par l'Etat espagnol, à travers la SEPI (Société Espagnole de Participations Industrielles). Elle est aujourd'hui en faillite et menacée de fermeture. Un tel panorama a ôté toute légitimité au discours sur la privatisation et mérite réflexion.



attac

Les arguments employés en Argentine en faveur des privatisations sont pourtant les mêmes que partout ailleurs : meilleure efficacité, meilleure adaptation aux nouvelles technologies, allègement du secteur public, etc. En réalité, il s'agit d'une politique inconséquente, qui consiste à " vendre l'argenterie " et qui débouche sur l'aggravation des inégalités sociales et la désorganisation des services publics. Mais l'Argentine pousse jusqu'à l'extrême la nature de véritable racket de telles opérations. On peut dire la même chose de la réforme des retraites qui organise le passage, en principe facultatif, d'un système par répartition à un système par capitalisation, géré par le réseau des AFJP (Associations de Fonds de Retraites et de Pension) qui élargit encore le champ de la financiarisation et fait peser sur le budget de l'Etat la charge de la transition entre les deux régimes.

La dette est donc passée de 8 milliards de dollars en 1975 à 145 milliards de dollars en 2000. Elle est aussi devenue une industrie. Ainsi, les 10 premières banques (dont 8 sont étrangères) consacrent 46 % de leurs placements à l'intermédiation financière et à l'achat de titres de la dette publique émis, en fin de compte, pour payer la dette extérieure. Ces placements sont d'autant plus intéressants que les revenus correspondants sont exemptés d'impôts (2). La charge de la dette représente aujourd'hui près de 15 milliards de dollars, soit la moitié des exportations et presque un quart des recettes fiscales. La contrepartie de cette situation, ce sont trois ans de récession, et surtout la régression sociale : 37 % de pauvres, 30 % de chômeurs, la moitié des salaires inférieurs à 500 dollars, la quasi-faillite de la Sécurité sociale, etc.

Le dogme de la parité avec le dollar

Dix ans après, le piège de l'indexation du peso argentin sur le dollar est en train de se refermer inexorablement. Certes, cette politique a permis de faire baisser l'inflation, et ce fut pendant tout un temps

l'argument massue de Menem. Le dogme de la " convertibilité " était difficile à remettre en cause, et le terme de dévaluation était banni du vocabulaire politique. Mais cet assainissement économique avait un coût énorme, en raison des coupes budgétaires et du gel salarial sur lequel il reposait en fin de compte. La dégradation des conditions de vie, la montée du chômage et de la misère, associées à une corruption généralisée et au creusement des inégalités, ont conduit à la défaite électorale de Menem, en décembre 1999. Cependant, les espoirs placés dans " l'Alliance ", la coalition dirigée par le nouveau président De La Rúa, ont été vite déçus. Dans la grande tradition social-démocrate, le nouveau gouvernement a en effet entériné l'orientation libérale de Menem, et ce lourd héritage débouche aujourd'hui sur une situation catastrophique.

Faute de réorientation radicale des politiques économiques, le gouvernement actuel se trouve brutalement confronté aux impasses du néolibéralisme. Dès lors que la fuite en avant dans les privatisations s'essouffle (faute de munitions), et que se tarissent les entrées de capitaux, on s'aperçoit que, décidément, la dette externe (deuda externa) est bien une dette éternelle (deuda eterna). La crise prend alors la forme d'une crise fiscale. En effet, la charge de la dette se retrouve inscrite au budget de l'Etat, et ce mécanisme de vases communicants transforme le déficit extérieur en déficit public. C'est en dernier recours, l'Etat qui paie la dette mais, faute de ressources fiscales suffisantes, il doit s'endetter pour payer les intérêts et cet effet " boule de neige " devient vite incontrôlable et renforce tous les autres mécanismes.

Face à cette situation, le gouvernement De La Rúa a simplement repris les mêmes politiques d'inspiration néolibérale : encore plus de flexibilité, baptisée " réforme " du marché du travail, augmentation des impôts (impuestazo) ciblée sur les classes moyennes et non sur les profiteurs, gel des salaires. Cette politique baptisée " déficit



attac

zéro " poursuit un objectif évident : dégager les moyens de paiement de la dette en réduisant les autres postes budgétaires, et rassurer ainsi les investisseurs internationaux. Elle est d'une brutalité sans pareille : augmentation de la TVA, baisse de 13 % des traitements des fonctionnaires, réduction de 30 % des budgets des administrations.

A l'extérieur, le gouvernement a mis en place un prétendu " blindage financier ", destiné à se procurer un trésor de guerre suffisant pour faire face aux échéances, et rassurer ainsi les investisseurs internationaux. Mais il est arrivé ce qui devait arriver, à savoir que les 40 milliards de dollars réunis avec l'aide du FMI n'auront permis de gagner que quelques mois. Fin mai, soit cinq mois après le " blindage ", est lancé un plan de reprofilage de la dette (megacanje). Il consiste à échanger une partie des titres de la dette, venant à échéance dans les cinq prochaines années, contre de nouveaux titres. Il s'agit en réalité d'un cadeau royal aux créanciers internationaux ou argentins puisque le taux d'intérêt associé à ces nouveaux titres sera en moyenne de 15 %, contre 9 % environ, afin de tenir compte du fameux " risque-pays ". C'est aussi, évidemment, une terrible fuite en avant qui revient à repousser les échéances, quitte à les alourdir.

Ces bricolages successifs conduisent à une crise gouvernementale larvée. En moins de deux ans, on en est déjà au troisième ministre des Finances. De Domingo Cavallo, ancien gouverneur de la Banque centrale sous la dictature et ancien ministre de l'Economie de Menem, il ne faut pas attendre autre chose que la soumission aux règles du jeu de la finance internationale, quitte à choisir la " violence " de l'ajustement, pour reprendre le terme des manifestants du 7 août dernier. Le quotidien patronal *Ambito financiero* allait jusqu'à expliquer, dans son édition du 16 juillet, qu'un plan d'ajustement aussi dur ne pourrait être appliqué sans état de siège. C'est après tout une bonne synthèse d'une situation explosive, qui révèle une crise

sociale très profonde. Même les classes dirigeantes sont traversées de contradictions et il existe une sorte de concurrence pour la captation des capitaux entre investisseurs et spéculateurs, à tel point qu'une fraction du patronat se rallie à l'idée d'une dévaluation, dont les inconvénients sont pires que les vertus disciplinaires. De plus, l'alignement sur le dollar distingue l'Argentine de la politique plus empirique menée au Brésil et déstabilise son économie vis-à-vis de son principal partenaire au sein du Mercosur.

Le Mercosur et le continent

L'Argentine s'inscrit depuis plusieurs années dans le projet de Mercosur, dont le noyau dur est constitué par le couple qu'elle forme avec le Brésil. Cette zone commerciale a conduit à une intégration progressive des économies de la région. Paradoxalement, et à la différence du Mexique, le Mercosur n'entretient pas de liaisons commerciales très intenses avec les Etats-Unis. Au début de 1999, la part des exportations vers les Etats-Unis est de 8 % pour les produits primaires, de 10 % pour les produits semi-manufacturés et 15 % pour les produits industriels. La part du Mercosur est respectivement de 23, 14 et 52 % et celle de l'Union Européenne de 36, 28 et 10 %. Le lien privilégié avec le dollar ne se déduit pas logiquement de cette situation et, à tout prendre, mieux vaudrait indexer le peso sur l'euro, idée qui est d'ailleurs partiellement mise en œuvre. Mais une logique de stabilisation passerait par l'établissement d'un système monétaire cohérent au niveau du Mercosur, ou au moins par une coordination des politiques monétaires. Son absence introduit un élément important de déséquilibre, qui est particulièrement net depuis la dévaluation du real brésilien au début de 1999.

Or, c'est le taux de change peso/real qui compte en matière de commerce à l'intérieur du Mercosur. L'indexation maintenue sur un dollar toujours plus fort a rabaissé la compétitivité de l'Argentine, notamment dans l'industrie automobile, et tend à la faire retourner à une



attac

spécialisation primaire. Cette concurrence " pourrait bien avoir des effets toxiques et déstabilisateur sur le couple moteur de l'intégration du Mercosur " (3). Ces tensions sur le change s'expriment aussi par la sortie des capitaux et font apparaître l'absurde du dogme monétariste. Alors que la parité avec le dollar est principalement motivée par la nécessité d'attirer les capitaux, elle a le résultat inverse et les fait fuir. Les investisseurs font leurs comptes et quittent l'Argentine pour le Brésil : il y a un an déjà, Business week (4) pouvait dresser une liste impressionnante de groupes qui se délocalisent, comme Delphi, Unilever, Goodyear, General Motors et Tupperware.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les pays du Mercosur sont incapables d'adopter une position commune à l'égard de l'offensive des Etats-Unis en faveur de la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques). Il faut distinguer ici deux questions, celle de la dollarisation et celle de l'intégration économique. Il n'existe pas de position de principe des Etats-Unis en faveur de la dollarisation : les Etats-Unis veulent bien que leur monnaie s'établisse comme référence mais à condition de ne pas endosser de trop grandes responsabilités. Panama ou l'Equateur ont fait du dollar leur monnaie, c'est très bien, mais cela ne doit pas impliquer une quelconque responsabilité de " prêteur en dernier ressort " pour la Réserve Fédérale. Le rapport Meltzer (5) sur la réforme du FMI laisse quant à lui ouvert le choix entre " des taux de change rigides (currency board, dollarisation) ou fluctuants ". Selon ce rapport, l'expérience montre que ce sont les systèmes mixtes, indexés (pegged) ou révisables qu'il faut éviter parce qu'ils " accroissent le risque de crises et leur gravité ".

La question sociale

Mais l'essentiel n'est pas là : la profondeur de la crise se mesure avant tout par une vigoureuse montée de la lutte des classes. C'est l'émergence de " l'Argentine des piquets " (Argentina piquetera). En quinze mois, ce sont quatre grèves générales qui

ont permis aux chômeurs organisés et aux travailleurs de montrer leur force en inventant de nouvelles formes de lutte passant par le blocage des transports, particulièrement efficace compte tenu de la géographie du pays. (6)

Cette montée des luttes sociales permet de comprendre qu'il n'existe pas de solution technique appropriée aux questions auxquelles se trouve confronté un pays dépendant comme l'Argentine. Cette dépendance maintenue, à la fois économique et politique, se traduit par l'héritage de la dette et par l'incapacité à se hisser au degré d'hyper-compétitivité posée en norme par la mondialisation capitaliste. Que cette contradiction se condense autour du taux de change correspond au fait que, dans une telle situation, le taux de change optimal n'existe pas. Pour aller vite, il faudrait qu'il soit bas, pour être " compétitif ", et qu'il soit élevé pour être " attractif ". Tout ce qui pourrait permettre de desserrer cette double contrainte se heurte alors à l'extraordinaire rigidité d'un modèle social mis en place, il ne faut jamais l'oublier, par l'une des plus barbares dictatures que ce continent ait connu. Il faut un énorme culot pour réclamer, comme le font les dogmatiques ultra-libéraux, encore plus de flexibilité du marché du travail (à 15 % de taux de chômage officiel !) et encore plus de privatisations, du côté de la santé et de l'éducation. En réalité, le modèle rentier et de désindustrialisation mis en place par la dictature, et tellement en phase avec les exigences néolibérales, repose sur un socle dont la nature est plus sociale que financière. La financiarisation ne s'est pas réalisée aux dépens des capitalistes " productifs " mais sur la base d'une extraordinaire dégradation des conditions d'existence des travailleurs. Comme l'écrit Claudio Katz : " les victimes du modèle, ce sont les salariés, dont les rémunérations ont baissé de 0,5% pour chaque point de croissance, et certainement pas les capitalistes qui ont profité de la précarisation du travail tout au long des années 90 " (7).



attac

A ce recul de la part des salaires, se sont ajoutés les effets d'une contre-réforme fiscale radicale qui ont conduit à une énorme concentration énorme des richesses. Il y a 4 ans, une délégation du FMI s'était rendue en Argentine avec, à sa tête, Vito Tanzi, directeur du département des affaires fiscales du Fonds. Voilà ce qu'il déclarait au Clarin du 11 août 1997 : " l'actuelle structure fiscale a permis à beaucoup de gens de s'enrichir du fait qu'ils n'ont pas payé d'impôts, notamment ceux qui ont gagné beaucoup avec les profits du capital, intérêts et dividendes. Il est important de corriger cette situation. C'est primordial du point de vue de l'équité ". Au journaliste qui oppose l'argument bien connu sur les sorties de capital, Tanzi réplique qu'on exagère l'impact négatif des impôts sur les revenus financiers, et cite l'exemple du Chili, où les profits sont beaucoup plus imposés qu'en Argentine. Il ne faut avoir aucune illusion sur l'équité dont il est question ici : Tanzi avait déjà en tête l'idée que, faute de recette fiscales, l'Etat argentin ne serait pas en mesure d'honorer ses obligations.

Le rôle central accordé aujourd'hui à la fiscalité comme variable d'ajustement montre que ce sont toujours les mêmes couches sociales qui vont être mises à contribution. Derrière les supposés impératifs de la mondialisation, on retrouve la guerre de classes. Face à une crise d'une telle ampleur, il ne peut au fond y avoir que deux alternatives. Ou bien, le fardeau est une nouvelle fois reporté sur le peuple argentin, par la force s'il le faut. Ou bien, le pays s'engage dans un processus de double rupture : avec la finance internationale, par le refus de payer la dette, avec les privilégiés de l'intérieur, par une revalorisation des salaires et des budgets sociaux, une remise en cause de la grande braderie des privatisations, et la réforme fiscale qui réalise le nécessaire transfert de richesse, des rentiers vers ceux qui produisent cette richesse. Telle est la leçon que nous offre l'Argentine, meilleur élève du FMI, champion des privatisations et de la monnaie forte : la logique dogmatique du

capitalisme mondialisé débouche inexorablement sur la catastrophe sociale.

Michel Husson.

- (1) Eric Toussaint, *La Bourse ou la vie*, CADTM-Syllepse, 1998.
- (2) Attac-Argentina, *El ABC de Attac*, 2000.
- (3) Frédéric Dorothé et Alexis Saludjian, *Le couple moteur Argentine/Brésil : clé du développement pour le Mercosur ?*, document de travail, 2001.
- (4) Ian Katz, " *Adios, Argentina* ", *Business week*, 17 janvier 2000.
- (5) <http://www.house.gov/jec/imf/meltzer.pdf>
- (6) Voir Eduardo Lucita " *Anciennes et nouvelles formes de luttes* ", *Inprecor*, mars 2001.
- (7) Claudio Katz, " *Crisis económica: interpretaciones y propuestas* ", *Página 12*, 6 juillet 2001. Article repris par *La insignia*, excellente revue électronique : http://www.lainsignia.org/2001/julio/econ_011.htm

Mondialisation des résistances

Par Isabelle Bourboulon, Olga Otéro et Christophe Ventura

Réunion internationale des mouvements sociaux. Mexico, 12-14 août 2001

250 personnes, provenant de 38 pays différents (de 4 continents), ont participé à cette rencontre internationale des mouvements sociaux, organisée à l'initiative d'ATTAC-France, la CUT du Brésil, Focus on the Global South et Via campesina.

Objectifs

- Identifier les acteurs de la mondialisation libérale : méthodes et conséquences.
- Evaluer les actions et mobilisations internationales des mouvements sociaux et militants depuis ces deux dernières années.
- Proposer un agenda des actions qui pourront être menées en commun jusqu'au prochain FSM de Porto Alegre.

L'intention générale étant de renforcer la convergence des mouvements sociaux vers



attac

une alliance sociale internationale qui pourrait être formalisée au prochain rendez-vous de Porto Alegre.

Le contexte politique international (résumé élaboré à partir des interventions d'Eric Toussaint – CADTM, Belgique -, Joao Pedro Stedile – MST, Brésil -, Nicola Bullard, Focus on the Global South -, Francois Houtard – CETRI, Forum mondial des alternatives – et Christophe Aguiton – ATTAC-France).

Dans une vision historique, l'offensive néolibérale menée depuis une vingtaine d'années, c'est-à-dire à partir de l'ère Reagan-Thatcher, continue. Néanmoins, elle rencontre des difficultés croissantes : crise des pays émergents et crise du modèle de développement des pays de la périphérie, crise du modèle des privatisations, instabilité financière, ralentissement de la croissance et récession – tous ces éléments de déstabilisation du système s'additionnent.

Face à cette situation et malgré les mobilisations grandissantes, aucune concession n'est faite (voir les résultats du G-8 ou l'impasse concernant l'application du protocole de Kyoto). D'où une crise générale de légitimité du système et de ses institutions fragilisées par l'absence de consensus entre les grandes puissances et donc plus vulnérables à la pression externe. Ce qui, pour autant, n'est pas forcément une situation favorable car le risque est au mieux d'obtenir une paralysie des institutions internationales mais non des avancées positives.

Quelles sont, face aux mobilisations croissantes, les nouvelles stratégies développées par les institutions de la mondialisation libérale :

- la colonisation des organismes des Nations unies par les forces économiques,
- la cooptation des ONG volontaires, en particulier des organisations caritatives et religieuses,
- l'augmentation de la répression locale et internationale,

- la folklorisation des mouvements anti-mondialisation libérale,
- l'utilisation de plus en plus fréquente du discours et du vocabulaire des mouvements de contestation.

Analyse des luttes et mobilisations des deux dernières années en vue d'établir des stratégies communes

(synthèse effectuée à partir d'une trentaine d'interventions, notamment des analyses régionales présentées par Hector de la Cueva (Mexique) et Joao Pedro Stedile (Brésil), par Mirna (Inde) et xxx (Thaïlande), par xxx (Italie) et par xxx (U.S.A.))

Nous observons actuellement une indéniable intensification des luttes et une mobilisation croissante des organisations et des citoyens contre la globalisation néolibérale aux niveaux local et international, mais avec des disparités de force et de nombre dans les alliances mises en place.

En Inde, si les luttes locales sont bien développées sur des objectifs concrets (comme des banques de gènes et de la biodiversité, ou des programmes d'éducation), les alliances nationales, difficiles à construire du fait de la diversité des langues et des cultures, inspirent la méfiance par un rejet traditionnel des structures. En revanche, dans d'autres pays d'Asie (Thaïlande), des mouvements sociaux, développés lors de la dernière décennie en réponse à une paupérisation de l'ensemble de la population, travaillent en réseau. Les résultats concernent alors l'infléchissement de politiques ou le plan judiciaire. Des alliances régionales se mettent en place comme le montre le développement récent de Via campesina sur ce continent.

En Amérique latine, les luttes nationales, surtout paysannes et indigènes, existent depuis longtemps et, rassemblant parfois bien au-delà du cadre sectoriel, elles évoluent alors en luttes politiques (comme en Equateur). La régionalisation de ces luttes est bien amorcée en Amérique latine



attac

comme l'illustrent les 3èmes rencontres de la CLOC (Coordination latino-américaine des organisations rurales) avant la tenue de notre réunion et la réussite des mobilisations contre l'ALCA. Plus généralement, les différents types d'organisations s'y approprient actuellement des thématiques transversales comme les luttes contre l'OMC et les accords de libre échange, contre les OGM, contre les multinationales, pour l'accès à la terre, pour la récupération du rôle de l'Etat.

Pour l'Europe et l'Amérique du Nord, de Seattle à Gênes, les alliances locales et nationales se développent entre les différents acteurs des mouvements sociaux, représentant les exclus et les précaires, les syndicats, les associations; en revanche, se sont principalement ces dernières qui participent aux alliances internationales, notamment inter-régionales. La participation syndicale est variable suivant les pays et les campagnes. On voit sur ces deux continents la mobilisation croissante de jeunes, que ce soit au sein d'organisations (MRG espagnol, mouvements universitaires américains, collectif Vamos français, ou jeunesses de partis de gauche comme en Italie, etc.), ou de façon autonome, avec des pratiques nouvelles d'organisation (rejet des structures) et d'action (plus violente). Aux U.S.A. en particulier, il y a un grave problème de visibilité des luttes dans la population (lié en particulier au système médiatique), des stratégies de localisation des luttes sont à prioriser, notamment pour sensibiliser les premières victimes du système (précaires, femmes et minorités raciales).

Généralement, les militants du sud subissent une répression violente constante (arrestations, intimidations, assassinats de responsables et répression violente – morts – lors des manifestations), tandis qu'au nord cette répression n'existe que depuis très récemment, mais va crescendo avec son maximum à Gênes.

Globalement, les problèmes communs identifiés sont :

- Une croissance de la mobilisation d'une jeunesse radicale, peu ou pas intégrée.
- Proportionnellement à leur assise militante, les syndicats non paysans sont peu présents sur le terrain des luttes anti-globalisation libérale. La jonction n'étant réussie que dans quelques pays (Brésil, Corée, USA).

Les objectifs communs sont :

- Améliorer l'intégration des exclus et des jeunes dans les alliances nationales, qu'ils soient ou non organisés (pour ces derniers, il faut inventer leur participation aux débats).
- Développer les alliances nationales au maximum.
- Développer les alliances internationales, tant au niveau sectoriel que sur des terrains transversaux, au niveau régional et mondial. Ces alliances doivent être contruites par le bas, en s'enracinant dans les alliances locales.
- Une nécessaire articulation prioritaire entre les luttes du nord et du sud, car si les mouvements du sud sont très puissants et enracinés dans les populations, ce sont les mobilisations au nord qui ont le plus de visibilité politique.

Le FSM répond à cette dernière nécessité. Il a aussi permis la réussite d'alliances internationales, sur l'ALCA et sur Gênes et en permettra de nouvelles.

Pour répondre à ces objectifs, une réflexion de fond est nécessaire sur:

- Les mouvements que nous représentons, pour nous connaître et exacerber notre richesse, c'est à dire notre diversité).
- Les mouvements avec lesquels nous voulons travailler.
- Les types d'alliances voulues.
- Notre réponse à la répression.

L'enceinte du FSM doit aussi être celle de ces réflexions communes.

Les stratégies de résistance

Lors de la seconde journée de travail, les délégués se sont répartis en groupes de réflexion autour de quatre problématiques :



attac

- Identification des points faibles de la mondialisation néolibérale
- Comment s'opposer à la stratégie des acteurs de la mondialisation
- Comment affronter les institutions internationales
- Comment parvenir à des victoires concrètes

Des conclusions de ces travaux ressortent une grille d'analyses et une série d'objectifs convergents :

La mondialisation néolibérale et la totalité de ses acteurs connaissent aujourd'hui une crise de légitimité dont la Conférence du G8 de Gênes et l'ampleur des mobilisations qu'elle a suscitées sont la dernière illustration. Elle révèle de plus en plus clairement ses limites (système d'exclusion incapable de résoudre ses contradictions). Si cette prise de conscience internationale est maintenant à son point le plus haut depuis Seattle, il faut désormais pérenniser ce capital en effectuant un double travail :

- Renforcer les articulations du mouvement du local au global et l'amplifier tout en respectant les identités : sensibiliser, informer / se rencontrer, débattre, élaborer / construire des agendas de mobilisations communs, développer la communication et l'information alternatives.
- Définir et affiner les priorités et les demandes communes dans des dynamiques de plateformes. Les convergences thématiques apparaissent nettement : accords de libre échange, commerce international, services publics, dette, spéculation et marchés financiers, exclusion et précarité, problème de la terre, prise de décision au sein des institutions internationales, OGM et souveraineté alimentaire, uniformisation des cultures, militarisation, genre, biens communs comme l'eau, l'énergie, la biodiversité.

Plusieurs propositions concrètes ont émergé parmi lesquelles :

- Privilégier la lutte contre l'OMC, en priorité contre l'AGCS et les Trips
- Dénoncer la "privatisation" de l'ONU (certains ont avancé la proposition de créer une organisation internationale des peuples comme alternative)

- Développer des espaces appropriés dans les rencontres internationales pour connaître les luttes régionales
 - Développer et soutenir les actions de boycott contre les multinationales
 - Systématiser les débats contradictoires avec les "global leaders" lors des forums internationaux
 - Fixer une journée internationale de lutte contre la mondialisation
 - Mettre en place des consultations pour recenser les revendications et demandes locales afin de les porter au niveau international.
- Le problème des alliances tactiques avec les partis politiques a été évoqué (non résolu). L'intégration des jeunes, des femmes et des syndicats a fait l'objet d'ateliers particuliers. Pour renforcer leur présence au sein du mouvement international, les pistes sont :
- jeunes : des espaces intégrés dans les rencontres (en particulier, FSM), un travail d'information.
 - syndicats : valorisation de l'Appel des mouvements sociaux de Porto Alegre et des thématiques capital/travail et précarité/exclusion.
 - femmes : reconnaissance de l'impact particulier de la globalisation, un travail spécifique des femmes sur la pauvreté, les services publics, la violence, le travail et la situation agricole. Des alliances avec le mouvement social sur l'éducation, le travail et la question indigène. La parité dans les postes de responsabilité au sein des organisations.

Agenda des mobilisations jusqu'au FSM 2002

La dernière journée de travail a permis, outre l'adoption d'un texte préparé par Hector de la Cueva et Isabelle présentant notre travail (il doit faire le lien entre cette réunion et le prochain FSM, notamment auprès des organisations qui n'ont pas pu participer), de balayer le spectre des mobilisations et réunions auxquelles nous allons participer d'ici au FSM et de nous coordonner.

- Mobilisation contre la Banque Mondiale, Washington (U.S.A.)



attac

-Réunion de la coordination contre l'ALCA, Brésil.

-Mobilisation autour de la réunion de la FAO, Rome (Italie).

-Réunion contre l'OMC, Beyrouth (Liban) et mobilisations internationales pendant le sommet de l'OMC à Qatar.

-Forum Social Mondial 2002, 31 janvier-5 février.

Des coordinations se sont mises en place pour mettre sur pied certaines des propositions émises durant les deux jours précédents. La proposition d'un militant d'Attac-France d'organiser une exposition à PoA pendant le FSM sur toutes les mobilisations de soutien et d'information délocalisées sur le FSM, a été très bien accueillie.

Des demandes à soumettre au comité organisateur du FSM ont été exprimées, en particulier celle d'intégrer au mieux les campements des jeunes et des indigènes au sein du FSM.

-Réunion de l'ONU sur le développement, Monterey (Mexique).

Des motions de solidarité ont été adoptées en soutien aux zapatistes du Chiapas et aux Palestiniens.

Une évaluation du déroulement de la réunion, des objectifs remplis et des objectifs à atteindre a été faite par l'ensemble des participants. Sa synthèse sera prochainement disponible. Pour notre part, nous avons noté une exceptionnelle qualité du déroulement des travaux, des interventions et des débats en atelier ou en plénière.

Nous avons clos cette rencontre par une intervention par continent et en chansons autour du slogan « Globalizamos la lucha, globalizamos la esperanza ».